

RÉSISTANCE SOCIALE



" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès

SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / **p.2** : Notes de lecture / **p.3 à 5** : Après le sommet européen : M. le Président, ne ratifiez pas le Pacte budgétaire ! / **p.6 et 7** : D'où vient la crise grecque, et quelques perspectives / **p.8** : Coup de gueule



APRÈS LES PLANS D'AUSTERITÉ EUROPÉENS, LES MINEURS ESPAGNOLS EN GRÈVE : SOLIDARITÉ !

L'ÉDITO

Ainsi, nous sommes entrés dans la réalité du gouvernement Ayrault.

Pour ce qui concerne la méthode, le changement est patent. Au sommet européen, les 28 et 29 juin, François Hollande a fait référence à la nécessité d'un « retour à la croissance ». Au lancement du sommet social, l'ambiance contrastait avec l'ère Sarkozy. Les dirigeants syndicaux le reconnaissent. Jean-Claude Mailly (FO) : « Nicolas Sarkozy était clivant, mettait du stress, Hollande apaise ». François Chérèque (CFDT) a retrouvé « une forme de détente qu'on avait perdue ». De plus le Président de la République l'affirme : « Il ne s'agit pas d'un sommet ponctuel ». Il dit même vouloir faire inscrire le rôle du dialogue social dans la constitution.

Très bien. Il ne faut pas regretter que le dialogue se réinstalle dans de bonnes conditions. Avoir tourné la page de l'arrogance et du mépris qui ont régné pendant 5 ans depuis l'Élysée, est un bonheur qui ne se boude pas.

Mais tout ça pour quoi ?

Commençons par la hausse du SMIC. La promesse du candidat François Hollande s'est traduite par une vingtaine d'euros mensuels... au moment où les dépenses obligatoires des ménages (comme les loyers) représentent 45% de leur budget, c'est un peu dérisoire. Quand le gouvernement parle de croissance, il ne peut pas oublier le pouvoir d'achat, c'est-à-dire, non seulement l'augmentation du SMIC mais des salaires. Ou il choisit le camp de ceux qui argumentent sur la nécessité de « maîtriser toute dérive salariale » accusée de nuire à la compétitivité des entreprises. On connaît ce discours malthusien et on aimerait être sûr que le ministre du travail, Michel Sapin, ne le partage pas.

(suite page 2)

L'ÉDITO (suite)

Le résultat du sommet européen n'est pas, non plus, satisfaisant. Les décisions prises aboutissent à durcir les budgets de rigueur déjà initiés par Sarkozy en France. Il n'y aura pas de renégociation du « Pacte budgétaire » (Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance). Comment, dans ces conditions, prendre des mesures en faveur de la croissance, politique dont se réclame François Hollande ? Il faut que le nouveau Président et son gouvernement choisissent clairement leur politique. Le seul signe fort serait de refuser de ratifier le TSCG (ou au moins d'en référer au peuple par un référendum) : Cf. le communiqué de RÉSO consécutif au sommet.

Notons que même l'engagement de la campagne qui consistait à séparer les banques de dépôt et les activités financières à risque, devrait être soumise à l'accord de la banque centrale de Francfort. Ce que les Français ont démocratiquement décidé par leur vote a donc de bonnes chances d'être censuré par une BCE indépendante des citoyens et à la botte des marchés ! Un gouvernement de gauche ne peut se soumettre à cette pratique.

Revenons, pour conclure, à la mise en place d'un dialogue social institué. Il ne peut y avoir de changement que dans la forme. Bernard Thibault (CGT) soulignait qu'« Il y a urgence sur de nombreux sujets ». Pouvoir d'achat, emplois, réindustrialisation et relocalisation des entreprises, mais aussi droit du travail, protection sociale, retraites (financement par la CSG ou par les revenus du capital ?) et encore redynamisation des services publics et des fonctions publiques (en particulier l'hospitalière qui semble être la grande oubliée du ministère Ayrault) : voilà quelques sujets qui doivent être abordés concrètement et pas au seul niveau des principes !

Résistance Sociale reste interrogative au vu des premières décisions. Mais, comme nous l'avons toujours dit, la vigilance sociale reste la clé du vrai changement.

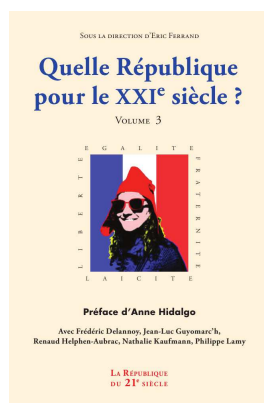
Alors, bonnes vacances et soyons prêts pour la rentrée !

Marinette Bache

NOTES DE LECTURE

Quelle République pour le XXI^{ème} siècle ?

Volume 3 – Sous la direction d'Éric FERRAND, vice-président de Résistance Sociale



Comment réconcilier le citoyen avec la politique ? Avec ce volume 3, cette ambition, au cœur du projet de **La République du 21^e siècle**, s'étoffe et s'enrichit de nouvelles contributions, aussi variées dans les thématiques abordées que convergentes dans leur volonté de redonner tout son sens au mot République.

« Jouer le jeu du collectif et de l'intérêt général » comme le propose **Anne HIDALGO**, 1^{ère} Adjointe au Maire de Paris, dans la préface de cet ouvrage est bien une priorité de notre temps, pour redonner à l'action publique toute sa capacité de transformer la vie quotidienne de nos concitoyens. Comprendre comment, face à la crise économique, sociale et culturelle, nous pouvons faire reculer les populismes en respectant le peuple, dans la diversité de ses convictions et de ses conditions. Ou proposer un républicanisme de choc pour faire reculer

l'idéologie du « choc des civilisations ». Ce sont quelques une des pistes développées dans ce livre qui doivent demain, fédérer d'autres citoyens autour du mot République, autour de ce lien fort qui lie la question sociale à la question de l'universel.

Sous la direction d'**Éric FERRAND**, les contributions réunies ici prolongent des travaux engagés depuis 2010, avec cette constante volonté de confronter les différentes cultures de la gauche et construire, à plusieurs voix, le changement plus nécessaire que jamais.

C'est notre profonde conviction.

(Source : www.lepublieur.com)

PLACE AU DÉBAT

Après le sommet européen : M. le Président, ne ratifiez pas le Pacte budgétaire !

Par Jean-Claude CHAILLEY

Le sommet des 28 et 29 juin s'est tenu après l'élection de François Hollande (à laquelle Résistance Sociale, dans sa diversité, a contribué).

Pourtant, il s'est conclu dans la continuité, réaffirmant « l'importance que revêtent l'assainissement budgétaire,... aller plus loin dans les réformes structurelles... achever le marché unique » ...supposés contre l'évidence apporter la « prospérité et la stabilité en Europe ». (H. Van Rompuy)

Décisions prises :

- 1) Les États membres doivent traduire les recommandations de la Commission européenne (CE) « sur les budgets, les réformes structurelles et les politiques de l'emploi » (Pour la France : durcir le programme soumis par Nicolas Sarkozy).
- 2) Le Pacte de croissance « de 120 md€ » est malheureusement en trompe-l'œil.
- 3) Le Pacte budgétaire doit être ratifié sans le moindre changement (ou rejeté !).
- 4) Le MES (mécanisme européen de stabilité) pourrait aider directement les banques.
- 5) La BCE sort renforcée, dans la même politique, premier pas vers une union bancaire.
- 6) La TTF, taxe sur les transactions financières, est rejetée. Certains pays feront une « coopération renforcée ».
- 7) Les *eurobonds* sont renvoyés à un avenir « fédéraliste » bien curieux.

Ce sommet s'est tenu dans un contexte très particulier :

► la crise « systémique » se poursuit et s'aggrave ;

- l'Union européenne est en récession. Le chômage bat chaque mois des records ;
- la dette qu'on prétend combattre aussi ;
- la Grèce, le Portugal, l'Irlande sont sous tutelle de la troïka, l'Italie et l'Espagne menacent de tout faire exploser ;
- la croissance en France est sans cesse révisée à la baisse. La politique menée depuis des années – « rigueur », désindustrialisation, ...– dans le contexte de l'euro trop cher en fait aussi un maillon faible.

1 - L'Italie, l'Espagne, avec des économies en berne, ne pourront payer durablement les intérêts de la dette de 6,7 % ou plus.

En Espagne, il faut officiellement 65 md€ – pour commencer – pour recapitaliser la banque Bankia (malgré les promesses de régulation, il faut toujours « sauver les banques »). Après des années de remèdes libéraux infligés tant pas la droite que par la gauche, l'État ne peut plus faire face. Il faut de « l'aide » et pouvoir recapitaliser directement les banques via le MES. Bien que MM. Monti comme Rajoy constatent qu'on est « à l'os », M. Rajoy concocte un nouveau plan d'austérité équivalent de 60 md€ en France. L'Italie – dont le déficit du 1^{er} trimestre empire – de 26 md€ ! Ainsi va la construction européenne actuelle.

2 - La zone euro au bord de l'explosion

Les déclarations officielles intransigeantes d'Angela Merkel masquent la réalité : la Bundesbank a sauvé l'euro de l'explosion en acceptant plus de 900 md€ de créances grecques, italiennes, espagnoles... à son corps défendant (Target 2).

Mais l'Allemagne, qui a des millions de pauvres, même si elle le voulait, ne peut supporter toute l'Europe.

Les 1 000 milliards de prêts de la BCE à 1 % qui scandalisent les citoyens, auxquels on dit sans cesse « qu'il n'y a pas d'argent », qu'ils « vivent au-dessus de leurs moyens », ont été débloqués pour éviter une crise générale de liquidité, qui là aussi menaçait de tout emporter. Ces milliards ne financent guère l'économie, notamment en raison du manque de pouvoir d'achat et de la perspective de « rigueur » sans fin si cette politique perdure.

3 - Personne n'a oublié la crise de 29 (pas même l'extrême droite hélas !)

Il y a déjà eu des débuts de « *bank run* » (panique bancaire) rappelant le Vendredi noir. Il faut absolument prendre des mesures pour la stopper dans l'œuf si elle démarre, sinon elle peut être incontrôlable.

20 ans après Maastricht, le minimum serait de procéder à une évaluation des résultats. La nomenclatura européenne refuse : pour elle, cette politique est la seule possible, il faut la durcir !

Contexte politique français

1) Après les défaites des socialistes, notamment en Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, Portugal, Grèce, François Hollande fait exception et arrive au sommet européen avec un mandat tout frais qui fait tâche. Il a été élu pour le changement par rapport à N. Sarkozy, au duo « Merkozy », à l'austérité qui se renforce de pactes en traités.

L'espoir dépasse largement les frontières françaises : la France de 1789, de Jaurès, de tant de combats, va-t-elle une nouvelle fois changer la donne ?

PLACE AU DÉBAT

2) Les libéraux serrent les rangs. Avant le sommet, il est acté qu'il **n'y aura pas de renégociation du TSCG (Pacte budgétaire)**.

L'Allemagne (provocation ?) annonce qu'elle ratifiera le Pacte budgétaire sans y changer une virgule pendant le sommet, qu'Angela Merkel quittera pour y assister !

I - Les recommandations de la Commission européenne (30 mai)

La France (N. Sarkozy) a présenté en avril et mai la version actualisée de son programme de stabilité pour la période 2012-2016 et son programme national de réforme pour 2012. F. Hollande élu, la CE lui demande d'en rajouter : **« Bien que des mesures d'assainissement supplémentaires aient été adoptées dans la seconde moitié de 2011 et en février 2012, la mise en oeuvre de l'assainissement budgétaire reste un défi majeur ».**

Les recommandations sont dans la ligne du Pacte pour l'euro plus (Voir RéSo de septembre 2011 : <http://www.resistancesociale.fr/spip.php?article1945>). Se félicitant de la « TVA sociale » (la CSG ferait aussi l'affaire pour baisser le coût du travail, voir RéSo de janvier 2012 : http://www.resistancesociale.fr/IMG/pdf/reso_janvier_2012.pdf), la CE demande une « fiscalité verte », de réexaminer la « viabilité du régime de retraite », de « développer l'apprentissage », « d'ouvrir davantage les secteurs réglementés, l'énergie, la SNCF », dénonce les coûts salariaux « trop élevés », demande de « réduire les dépenses publiques », « plus de flexibilité... ».

La Commission européenne exige un programme d'austérité, de destruction de notre modèle social, anticipant sur la ratification du TSCG.

Une semaine après le sommet, l'Espagne et l'Italie ont déjà rajouté un nième plan d'austérité qui enfoncera encore plus ces pays dans la crise !

II - Le Pacte de croissance de 120 md€ : en trompe-l'oeil

1) François Hollande, le G20, demandent à juste titre des mesures pour la croissance.

Les dirigeants du G20 fournissent indirectement la preuve que, **même pour eux**, l'austérité n'est pas la solution, qu'il faut inverser la politique néolibérale suivie depuis des années. Mais ils ne le font pas.

Oui, Il faut rattraper la baisse des salaires dans la valeur ajoutée !

- Il faut augmenter significativement les salaires, partout, et ne pas se contenter de la demander chez le voisin qu'il s'appelle Chine, Inde ou Allemagne.
- Il faut revenir sur les baisses d'impôts sur les sociétés, la multiplication des « niches » et exonérations au lieu de procéder au dumping fiscal qui prive les États de ressources (CAC40 : 8 % d'impôt, on mesure ce que coûtent à l'État les privatisations).

Un autre partage des richesses passe par la hausse des salaires et de la fiscalité des entreprises.

C'est la condition d'une croissance créatrice d'emplois et respectueuse de l'environnement :

Le cercle vertueux : l'augmentation du pouvoir d'achat et des impôts réduit les dividendes investis dans les bulles spéculatives, alimente les caisses de l'État et de la Sécurité sociale, réduit la dette, permet de développer des services publics de qualité.

2) Le contenu

- Recapitalisation de la Banque européenne d'investissement (BEI) à hauteur de 10 md€ (qui doit permettre d'emprunter 60 md€ sur les marchés).
- Mise en place de 4,5 md€ de « *project bonds* » par la BEI. Ce sont des emprunts communs des États pour financer des projets d'infrastructure privés.

3) Remarques

- Les 120 md€, pour moitié existants, sont d'un montant ridicule à l'échelle européenne. **C'est un affichage en trompe-l'œil** :
- le « Grand emprunt Juppé – Rocard » était de 35 md€, pouvant monter à 60 md€, avec pilotage par la France. Ici, ce seront peut-être des entreprises allemandes qui remporteront les marchés pour des projets on ne sait où. La France augmente sa dette, l'emploi est ailleurs. Où est le progrès ?

Contradiction : une véritable politique de croissance, la transition énergétique, est incompatible avec la « rigueur » crédo de la construction européenne actuelle.

III - Le TSCG : il n'est pas trop tard pour refuser sa ratification

1) **Le TSCG (Pacte budgétaire)** verrouille cette construction européenne « **austéritaire** », voir notamment le bulletin Résistance Sociale de mars 2012 et de Résistance Sociale - Convergence de juin 2012 : http://www.resistancesociale.fr/IMG/pdf/Special_Pacte_budgetaire.pdf

PLACE AU DÉBAT

2) Contrôle supranational de son application

La Commission européenne déplore que le traité de Maastricht a été insuffisamment appliqué. Elle se donne les moyens d'imposer la mise en œuvre du TSCG (s'il est ratifié), par « *de nouveaux outils de surveillance extrêmement contraignants* » (M. Barnier), y compris restreindre le droit de grève.

3) François Hollande a promis : « *Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre 2011 en privilégiant la croissance et l'emploi, et en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction* ».

La CES aussi multiplie les déclarations contre l'adoption du pacte budgétaire. Il n'y a pas eu de renégociation, la BCE est renforcée dans la même politique. Les conclusions du sommet sont remises en cause par plusieurs pays :

Il n'est pas trop tard pour refuser de ratifier le TSCG

IV - La recapitalisation directe des banques par le MES (« S » pour stabilité, et non « solidarité »)

Rappel : Le MES est financé par le budget des États et par emprunt sur les marchés garanti par les États, donc les citoyens. La France doit verser 16 md€ cash, garantir 140md€, dont tout ou partie pourrait se retrouver dans les impôts.

1) « L'aide » du FESF / MES aux États existe déjà. Des États sont mis sous tutelle de la troïka (*voir contribution sur la Grèce de Roxane Mitralias dans ce N°*) ;

2) C'est la situation de l'Espagne qui rend la recapitalisation directe des banques par le MES inévitable car elle ne peut plus faire face. Le contrôle des « conditionnalités strictes » (Van Rompuy) serait transféré à la BCE dans le cadre de l'Union bancaire.

V - La BCE et les marchés financiers renforcés

1) La BCE, 1ers pas vers « l'union bancaire », aurait autorité pour restructurer, voire démanteler les banques.

2) « *Un des axes prioritaires est de minimiser le coût des faillites bancaires aux citoyens européens* » (H. Van Rompuy). Sans commentaire.

3) L'Union bancaire inclut de mutualiser les garanties de dépôt pour éviter qu'un mouvement de retrait dans un pays ne dégénère.

4) Remarques : **Les marchés financiers renforcés :**

➔ les États abandonneraient toute possibilité de se donner les moyens d'influer sur la politique des banques pour orienter l'économie ;

➔ l'union bancaire dirigée par la BCE « indépendante » (pas des marchés) rendrait inopérants la Banque publique d'investissement ou un Pôle financier public.

D'éventuelles nationalisations / socialisations seraient impossibles (sauf des pertes), même si une majorité dans tel ou tel pays y voyait un moyen de reprendre le contrôle de la finance et de l'économie.

La séparation des activités bancaires des banques (Jean Marc Ayrault) serait soumise à l'accord de la BCE.

VII - Eurobonds et curieux « fédéralisme »

1) Les euro-obligations permettraient de mutualiser tout ou partie des dettes des États. Il s'ensuivrait un taux d'intérêt moyen, favorable pour les uns, défavorable pour d'autres. L'Allemagne à cause de ce qu'elle appelle « les pays du Club Med » aurait des emprunts à taux supérieurs. Elle met comme condition un « fédéralisme » qui consisterait en une surveillance implacable de la troïka pour que les budgets de chacun respectent le TSCG. Rien d'une « souveraineté partagée ».

2) C'est pour le moins une curieuse conception du fédéralisme qui verrait des pays avec l'euro, d'autres qui ne veulent pas en entendre parler pour pouvoir mener leur propre politique monétaire, le tout dans la concurrence « libre et non faussée ».

VIII - Appel à François Hollande : ne ratifiez pas le TSCG !

Votre victoire a soulevé en France et en Europe de grandes espérances de voir remise en cause la politique de « rigueur » appliquée dans toute l'Europe. Cette politique génératrice de chômage et de misère est partout à l'origine de grèves et manifestations, de défaites électorales de tous les partis au pouvoir.

Les décisions du sommet européen concernent des domaines variés. Elles ne sauraient faire l'objet d'un vote unique sur l'ensemble, mélangeant par exemple la TTF (taxe sur les transactions financières) au Pacte budgétaire !

M. le Président, nous voulons la réussite de la gauche.

La Commission européenne, en application du TSCG, exige de durcir la politique de Nicolas Sarkozy pour aller vers le « 0 déficit » en 2017 – 0 déficit qui de toute façon ne sera pas atteint à cause de l'effet négatif sur la croissance.

Il n'est pas trop tard :

M. le Président, ne ratifiez pas le Pacte budgétaire !

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

D'où vient la dette grecque, et quelques perspectives

Par Roxanne MITRALIAS

D'où vient la dette grecque?

- ✓ la dette de la dictature des colonels (multipliée par 4 entre 1967 et 1974) ;
- ✓ endettement pour combler la baisse des impôts sur les sociétés et sur les revenus ;
- ✓ les dépenses militaires (sous-marins allemands défectueux, ils penchent - 4% du PIB - 3eme meilleur client pour l'industrie militaire française) ;
- ✓ les privatisations, les travaux exorbitants accompagnés de pots-de-vin ;
- ✓ les JO (prévision 1,3 milliard, coût réel près de 20 milliards) ;
- ✓ endettement massif des ménages, des banques lors de l'entrée dans l'euro ;
- ✓ entrée massive de capitaux financiers dès 2001 (taux de la BCE très bas, taux d'intérêts en Grèce plus élevés, profit pour les investisseurs). Les banques ont utilisé une partie de l'argent public injecté afin de les sauver de la faillite en 2008-2009 pour spéculer sur la dette grecque et ont pu réaliser d'énormes profits avant de pousser la Grèce vers la grave crise qu'elle connaît ;
- ✓ à partir de 2010, les taux d'intérêt de plus en plus élevés, exigés par les banquiers et autres acteurs des marchés financiers avec l'appui de la Commission européenne et du FMI, entraînent un classique effet « boule de neige » : la dette grecque poursuit une courbe haussière car les autorités du pays empruntent du capital pour rembourser des intérêts (et une fraction du capital précédemment emprunté) ;
- ✓ PSI : échange des titres dans le but de réduire la dette, mais en fait revient à garantir une meilleure valeur à des titres dévalués. Soutien aux créanciers. Sous la juridiction de Londres...

Deux ans de politiques de destruction du pays ont eu des conséquences graves à plusieurs niveaux

- **Sanitaire** : les médicaments sont de moins en moins remboursés, l'augmentation des suicides en 2010 est de 22 %, des millions de personnes sont sans couverture santé et évidemment le coût de la prise en charge a très fortement augmenté. Par exemple : pour accoucher on demande de 900 à 1 500 euros, 4 000 pour une intervention chirurgicale. Dans les hôpitaux il n'y a plus de matériel de soins de base.
- **Alimentaire** : des pans entiers de la société ne peuvent plus se nourrir convenablement et ont recours aux aides alimentaires. La vente directe, ainsi que l'agriculture de subsistance se sont développées. Des supermarchés sont dévalisés. Des files d'attente pour quelques légumes dans le centre d'Athènes. La malnutrition infantile fait son apparition.
- **Économique** : la baisse des salaires est de 20 à 50 %, augmentation du prix de l'essence à 2 euros/litre, augmentation des taxes dont la TVA à 22 %, des impôts extraordinaires de plusieurs milliers d'euros, le chômage atteint 50 % chez les jeunes. Par ailleurs, la dette est montée de 120 % à 180 %. Le paiement de cette dette représente aujourd'hui 80 % du budget. Aussi la récession est plus forte que jamais : 6,5 % pour le premier trimestre de 2012. 68 % des Grecs vivent sous le seuil de pauvreté. L'augmentation

des SDF est de 25 %. En ce qui concerne les conditions et les droits des travailleurs, nous avons connu l'abolition des conventions collectives, par branche et par métier, et leur remplacement par des contrats individuels, négociés au sein de chaque entreprise.

- **Écologique** : privatisation et exploitation des forêts, du littoral, de l'eau, des ressources minières, du soleil. Les transports sont aussi très touchés : à Athènes 1 bus sur 4 a été supprimé au moment où le prix du billet a presque triplé, les îles sont de moins en moins desservies (1 bateau par semaine pour certaines îles), les routes ne sont plus réparées et enfin les péages sont devenus un énorme fardeau.

La crise est très présente dans les couches populaires, mais touche de plus en plus la classe « moyenne ». Le changement, y compris dans les modes de vie, est perceptible. La vie est devenue très difficile : payer les factures, se nourrir, se loger, se soigner, se déplacer. Le quotidien est un calvaire. Quelques-uns ont encore du travail, pour la majorité des jeunes, être payé, c'est un rêve. Beaucoup d'entre eux partent à la campagne ou à l'étranger.

Pendant ces deux années, il y en a qui ont continué à profiter.

- L'église n'est toujours pas imposée, protégée par ses amis au gouvernement, impliquée dans des scandales, elle continue à être le plus gros propriétaire foncier de l'État.
- Les armateurs, protégés par la Constitution, bénéficient de dizaines de niches fiscales. Ils apportent à l'État moins que les demandes de régularisation des sans-papiers.
- Les marchands d'armes et autres escrocs d'envergure continuent à sévir. Ils font payer aux Grecs des travaux à des prix exorbitants, des armes inutiles, les Jeux olympiques. Au passage, ils se sont servis. Les mêmes vont maintenant profiter de tout le patrimoine du pays, vendu à bas prix.
- Enfin, parce qu'on parle beaucoup de la corruption, l'État déjà fonctionnait mal avant. Maintenant, il ne fonctionne plus du tout. Les fonctionnaires ayant été licenciés, il ne reste que les hauts fonctionnaires, grassement payés, absolument pas compétents et placés par piston.

Quelles ont été les réponses à cette situation ?

Depuis deux ans, on est face à des périodes de forte contestation sociale, puis des replis, des innovations sociétales, et enfin des enjeux électoraux. Les différentes réponses souvent coexistent, elles s'alternent dans le temps.

1/ des luttes « classiques » importantes : beaucoup de **grèves et de manifestations, très massives et qui touchent des secteurs très variés** (pharmaciens par exemple) mais peu de coordination et de perspectives. Elles s'organisent par le biais des syndicats traditionnels ou par les coordinations des syndicats de base. Les Grecs sont majoritairement des petits commerçants, des artisans, des paysans. Les salariés travaillent dans les services et dans les transports. Il y a par exemple très peu d'industrie, donc une vraie faiblesse dans la structuration dans les lieux de travail. Il y a un vrai souci d'organisation des chômeurs...

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

2/ un mouvement **“territorial”** autour des places : les indignés grecs. Organisation par quartier de la population, très importante dans un pays comme la Grèce. Ce mouvement a permis de toucher les catégories professionnelles qui ne sont pas organisées de manière classique, par le biais du syndicalisme par exemple. On a vu descendre dans les places des retraités, des femmes au foyer, des chômeurs...

3/ des **expériences** de survie, d'autogestion, en dehors du marché : le mouvement des patates (vente directe de produits alimentaires entre producteurs et consommateurs à une échelle très importante), les maisons médicales autogérées, troc, échange de services, etc. La question de l'échelle de masse de ces expériences se pose de manière concrète (1,5 million de Grecs veulent faire de l'agriculture). Ces expériences permettent d'atteindre une population plus rurale, mais aussi permettent de donner des perspectives de changement palpable dans un quotidien très difficile.

4/ le processus **électoral** qui révèle l'ampleur de la crise et une société en détresse : après un gouvernement technique qui a pris des décisions très politiques et a appliqué des politiques d'austérité très graves, les grecs ont voté à deux reprises, le 6 mai et le 17 juin.

Les résultats font apparaître une nette polarisation, entre les partisans conservateurs des politiques d'austérité et ceux de la gauche radicale, qui souhaitent en finir avec les politiques austéritaires et le fardeau de la dette.

Pour donner un exemple du programme économique de SYRIZA : Annulation des mémorandums, des lois contre les travailleurs, nationalisation des banques et contrôle des entreprises stratégiques, effacement de la plus grande partie de la dette, redistribution de la richesse. À cela la coalition gouvernementale oppose la non-négociation des mémorandums, encore plus de destruction de la société grecque, la privatisation et la mise aux enchères du pays.

Mais pourquoi les Grecs ont-ils voté de nouveau pour les mêmes ?

- ✓ Les attaques (insinuer que Syriza a des liens politiques avec des terroristes),
- ✓ les manipulations (inverser un sondage pour donner la droite vainqueur),
- ✓ les intimidations (comme par exemple de choisir entre rester dans l'euro et crever) à l'intérieur et à l'extérieur du pays

ont donné une courte victoire (29,66 %) à « Nouvelle Démocratie », la droite grecque. Celle-ci, alliée au PASOK, et à la Gauche Démocratique, a formé un gouvernement de l'austérité, puisque ces deux forces maintiennent leurs voies. Cette coalition de la continuité austéritaire compte déjà avec la présence très forte de la gauche radicale, qui la talonne sur tous les fronts. Le gouvernement issu de cette coalition est très fragile, déjà deux démissions en quelques jours.

Les Grecs n'ont pas choisi les autres forces de gauche (PC, Verts ou Antarsya – anticapitalistes) pour sanctionner la politique qui est

menée.

De l'autre côté, les **néonazis** confirment leur présence au sein du parlement, en contrant tous ceux qui pensaient que leur vrai visage démasqué, ils se seraient effondrés. Leur présence dans les rues, les quartiers populaires, leurs attaques violentes régulières contre les immigrés et les militants de la gauche sont des éléments très préoccupants. Il y a aujourd'hui en Grèce un réel danger de voir ce groupe néo-nazi accroître encore son influence, pendant que ces mêmes politiques de la peur et de la destruction seront appliquées. Dans la continuité, le gouvernement, déployant tous les moyens pour faire oublier aux grecs l'austérité, attaque les homosexuels, les étrangers, les prostituées, les Macédoniens d'à-côté. Ce gouvernement est hautement dangereux et responsable de l'enracinement matériel et idéologique des néonazis.

Syriza a réalisé le 17 Juin des scores historiques (26,89%) dans la jeunesse, dans les villes et chez les actifs les scores sont encore plus importants. La coalition étend son influence en Crète et dans les quartiers populaires. Malgré le fait qu'une victoire de Syriza aurait été une bouffée d'air pour ces Grecs qui ont vu leurs revenus fondre, leurs modes de vies et leur capacité de survie remises en cause, les résultats sont parlants. **Il y a une Grèce aujourd'hui qui relève la tête, qui ose espérer un avenir différent que celui proposer par la Troïka.**

Prendre des initiatives

En Grèce, c'est le moment de prendre les initiatives qui vont dans ce sens, afin de convaincre ces Grecs qui continuent à avoir peur que l'on peut faire autrement. Il faut mener le combat pour démontrer qu'il existe d'autres politiques économiques, sociales et écologiques que l'on peut mener et que l'austérité n'est pas une fatalité. Démontrer aussi que cette dette qui aspire 80 % du budget n'est pas légitime, car elle a été contractée sur le dos du peuple pour servir les intérêts des riches et de leurs amis qui ont dirigé le pays depuis toujours. Démontrer enfin que l'on peut se retrouver, agir ensemble, décider démocratiquement et améliorer notre quotidien.

C'est pourquoi nous devons tous ensemble construire d'urgence un large mouvement européen “anti-austérité” et “suspension du paiement de la dette”, afin qu'aucun peuple ne soit isolé dans cette période compliquée... Nous devons aussi réfléchir aux réponses concrètes de solidarité, en vue de la crise humanitaire qui se prépare. Mais si les Grecs ont été le laboratoire, on voit aussi que la suite est bien là : les Espagnols, les Portugais, les Italiens sont déjà dans une situation très grave.



COUP DE GUEULE

Hausse de 2 % de SMIC : encore trop cher pour certains !

Par Fanny ROGER

Le SMIC a donc augmenté de 2 % au 1^{er} juillet. Un « coup de pouce » selon le gouvernement, une augmentation insuffisante selon la plupart des organisations syndicales. Il est vrai que cette augmentation, un peu supérieure à l'inflation, se traduira concrètement par un plus de 21 euros par mois pour celles et ceux qui travaillent à temps plein. Pas de quoi faire de folies !

Et pourtant, pour certains, cette augmentation est encore trop élevée ! A les entendre, ce n'est pas augmenter mais diminuer le SMIC qu'il faudrait faire. Car – horreur ! – la France serait parmi les pays d'Europe où le salaire minimum est le plus élevé, alors que ses entreprises manqueraient de compétitivité. Il faudrait, comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal, diminuer de manière drastique les salaires et tout irait mieux dans le meilleur des mondes.

Vous remarquerez que, quand on parle de compétitivité, on ne précise pas par rapport à qui. S'agit-il de concurrencer les entreprises chinoises, dont les coûts sont bas grâce aux salaires de misère des ouvriers ? S'agit-il d'être compétitif sur le marché européen vis-à-vis des entreprises allemandes qui, depuis dix ans, préfèrent exporter que satisfaire les besoins des citoyens allemands ? Ou s'agit-il d'offrir aux citoyens français des produits de bonne qualité à un prix accessible ?

Il y a quelques années, on évoquait le terme « d'entreprise citoyenne ». Ce mot veut simplement dire une chose de bon sens.

L'entreprise n'est pas seulement un « machin » permettant de procurer des royalties aux actionnaires. Cela doit être aussi et avant tout un centre de production de biens ou de services destinés à la population.

Or, si les salaires baissent, qui sera en mesure d'acheter les biens produits ? Personne ou presque ! Et croire que, dans ce cas, les produits pourraient être exportés, c'est rêver et faire fi de la concurrence acharnée entre pays.

Résultat : c'est plus de chômage et donc encore moins de possibilités pour les citoyens d'acheter. Autre conséquence, c'est moins de rentrées de cotisations sociales et de recettes d'impôts sur les entreprises pour l'État.

Comme on le voit en Grèce ou en Espagne, cela conduit aussi à augmenter le déficit que les plans d'austérité sont censés réduire ! Et *bis repetita*, troïka et commission européenne suggèrent de nouvelles baisses de salaires ou de pensions...

Les dirigeants européens seraient-ils atteints de cécité ? On pourrait le croire.

Pour finir, on me permettra de rappeler, qu'en 1968, la hausse généralisée des salaires n'a pas produit la catastrophe annoncée par le patronat de l'époque. Et il est vraisemblable que, sans le choc pétrolier de 1973, les Trente Glorieuses, marquées à la fois par un bon de la productivité et par une amélioration sensible de la vie des Français se seraient poursuivies encore longtemps.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires
par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)